



**Le Président fédéral Frank-Walter Steinmeier
lors de l'ouverture de la Conférence de Munich
sur la sécurité à Munich
le 14 février 2020**

Le monde n'est plus le même qu'en 2014. En effet, il y a six ans exactement, j'exposais dans cette même salle ce qu'est la responsabilité de l'Allemagne en matière de politique étrangère et comment celle-ci doit concrètement faire ses preuves. La situation a beaucoup changé depuis. Mais avant tout, et c'est probablement la raison du thème choisi pour la conférence cette année, avant tout, c'est le « nous » tout naturellement employé par « l'Ouest » qui n'est manifestement plus si évident aujourd'hui. C'est le cas à l'intérieur de nos sociétés mais aussi pour ce qui est des questions existentielles de la politique étrangère et de sécurité, thème de cette conférence.

Comme il est en fait fort peu probable que vous m'ayez invité pour continuer à tisser les fils diplomatiques que j'avais posés à ce moment-là, je me propose de vous dire comment l'Allemagne perçoit aujourd'hui ce monde. Je ne suis plus un habitué de ce rendez-vous et la diplomatie n'est plus ma mission première. Vous voudrez donc bien m'excuser, je l'espère, d'être parfois très direct, cette clarté de propos étant aussi éventuellement ce que vous attendez de moi.

Nous commémorons cette année la fin, il y a 75 ans, de la guerre la plus destructrice jamais connue. Une guerre que l'Allemagne avait déclenchée et menée, surtout à l'est de l'Europe, comme guerre d'extermination. Il y a deux semaines, nous commémorions à Yad Vashem puis à Auschwitz le 75e anniversaire de la libération du camp de concentration le plus meurtrier de tous. L'image de l'Allemagne d'aujourd'hui, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, n'est pas concevable sans cette guerre, sans Auschwitz. Quant au regard de l'Allemagne sur le monde, il ne s'explique pas sans ces expériences.

« J'aimerais pouvoir dire que nous, Allemands, avons tiré à jamais les enseignements du passé mais je ne peux pas le dire ; je ne peux pas le dire quand la haine et le dénigrement se multiplient. »

C'est ce que j'ai dit il y a quelques jours à Yad Vashem. De nos jours, les mauvais esprits du passé resurgissent, chez nous également, parés de nouveaux atours : la pensée ethnocentrique, le racisme, l'antisémitisme. Cela aussi recommence à empoisonner les débats publics. Ainsi, nous devons faire face, ensemble, à de nouveaux défis, en Allemagne mais aussi dans beaucoup d'autres pays. Nous sommes appelés à défendre notre conception élémentaire de la dignité de tout être humain et de nous battre pour nos sociétés ouvertes !

En 2020, nous commémorons encore un autre soixante-quinzième anniversaire. Il y a soixante-quinze ans se réunissait à San Francisco l'assemblée fondatrice des Nations Unies. La catastrophe du nationalisme exacerbé ne comportait pas des leçons et des conclusions uniquement pour mon pays : une organisation commune de tous les pays qui devait assumer la responsabilité de la paix et de la sécurité, puis un système de libre-échange et d'assistance financière dans les institutions de Bretton Woods créées alors. Vint ensuite une Déclaration universelle des droits de l'homme qui dictait des normes élevées à respecter par tous les États, également à l'égard de leurs propres citoyens. Des normes auxquelles sont venus alors s'ajouter au fil des décennies des droits civils, économiques et sociaux. Il est certain que cela n'est resté à bien des égards qu'un noble objectif, très éloigné de la réalité. Et pourtant, ce que nous avons construit sur cette base comme ordre international à Helsinki en 1975, en pleine guerre froide, et avec la Charte de Paris après la fin de cette guerre froide il y a trente ans, tout cela nous offrait un appui, un repère et restait synonyme d'espoir dans une communauté d'États longtemps anarchique.

Je voudrais pouvoir dire que, en tant que communauté internationale également, nous avons tiré à jamais les enseignements du passé, après 1945, après 1989. Mais je crains que nous ne soyons précisément témoins d'une dynamique de plus en plus destructrice dans la politique mondiale. Nous nous éloignons de plus en plus chaque année de notre objectif : une coopération internationale visant à créer un monde plus pacifique. L'idée de la « concurrence des grandes puissances » ne domine pas seulement les documents de stratégie de notre temps. Elle forge aussi la nouvelle réalité, la réalité à l'échelle de la planète et on peut suivre les traces jusque dans les guerres meurtrières et sans fin au Proche-Orient et en Libye.

La Russie, à tort ou à raison offensée et isolée, ne s'est pas contentée d'annexer la Crimée en faisant fi du droit international. Elle a rétabli la force militaire et le changement par la force des frontières sur le continent européen comme outil politique. L'insécurité et l'imprévisibilité, l'affrontement et la perte de confiance en sont la conséquence.

À la suite de son impressionnante montée en puissance, la Chine est devenue, également au sein des institutions internationales, un acteur majeur, indispensable pour la protection des biens publics mondiaux. En même temps, elle n'accepte aussi le droit international que de manière sélective, lorsque cela ne contrarie pas ses propres intérêts. Son action en mer de Chine méridionale perturbe ses voisins dans la région. Son action contre les minorités dans le pays nous perturbe tous.

Quant à notre plus proche allié, les États-Unis d'Amérique, il rejette sous le gouvernement actuel l'idée même d'une communauté internationale. Comme si le « chacun pour soi » pouvait être de la politique mondiale. Comme si c'était agir dans l'intérêt de tous que de penser chacun à soi. Le « Great again », la grandeur retrouvée, aux dépens des voisins et des partenaires s'il le faut. C'est du moins l'impression que cela donne.

Le droit international protège avant tout les petits, c'est vrai. Les grands font ce qu'ils peuvent, tandis que les petits supportent ce qui leur est imposé – cela ne vient pas de moi mais c'est Thucydide qui disait cela il y a deux mille ans à propos de la communauté antique des États. Le droit et les règles sont donc essentiels pour les petits, alors que, pour les grands, ce n'est jamais qu'une option. Car les grands, semble-t-il, semblait-il, peuvent également exister autrement.

Pourtant, en regardant bien, cela n'est pas aussi vrai que cela. Car penser et agir ainsi nous nuit à tous. Premièrement, cela nous ramène à l'époque où chacun cherchait à assurer sa propre sécurité aux dépens des autres. Or la sécurité de l'un est ainsi automatiquement synonyme de l'insécurité de l'autre. Nous retombons dans le dilemme classique de la sécurité que nous connaissons tous. Une plus grande méfiance, plus d'armes et, pour finir, moins de sécurité en sont les conséquences automatiques, l'ultime conséquence étant une nouvelle course nucléaire aux armements qui aboutira non seulement à un plus grand nombre d'armes mais surtout à un plus grand nombre de puissances dotées de l'arme atomique, avec tous les risques que cela comporte pour une stabilité nucléaire déjà toujours précaire. À cela viennent s'ajouter d'innombrables conflits régionaux que les puissances moyennes ou petites pensent elles-mêmes pouvoir se livrer puisque les grands ne respectent plus les règles à la lettre et ne se posent plus en garants et en gardiens de l'ancien ordre mondial.

Mais les dégâts sont loin de se limiter à cela. Ce repli sur un intérêt national restreint nous empêche justement aussi d'avancer ensemble et de trouver des réponses convaincantes aux questions et aux problèmes que nul ne peut résoudre seul, pas même le plus grand État-nation de la planète. Cette pensée est pire qu'un retour en arrière, elle est pire car elle nous prive de notre avenir dans ce monde interdépendant. Elle porte atteinte aux institutions et aux instruments

dont nous avons absolument besoin pour aborder les vraies grandes questions de l'humanité. La lutte contre le changement climatique n'est qu'une de ces questions. Mais, dans ce domaine précisément, il devient plus visible chaque jour que ses conséquences ne frappent pas justement pas que les petits. Les œillères nationales et le court-termisme coûteront également cher finalement aux plus grands d'entre nous. Partout dans le monde, la génération de nos enfants et petits-enfants paiera le prix fort pour notre inaction et nos égoïsmes nationaux qui nous empêchent de nous mobiliser tous contre le changement climatique.

C'est pourquoi ce qui est visible pour tous en ce soixante-quinzième anniversaire de la fin de la guerre doit tant nous préoccuper : le fait que les institutions et les autorités qui devraient en fait nous aider à dépasser nos traditions et nos intérêts différents pour parvenir à des compromis viables, que l'autorité de ces institutions est délibérément affaiblie. Parce que le Conseil de sécurité des Nations Unies est bloqué sur des questions cruciales ; parce que des accords conclus et ratifiés sont tout simplement dénoncés ; parce que des organes de règlement des différends sont paralysés en ne nommant pas de nouveaux juges ; bref, le fait qu'est menacée et détruite une confiance qui mettra des années, des décennies à se rétablir. Ce n'est pas une nouvelle pensée, je tiens à vous le dire, mais un retour à la pensée d'avant-hier. Et permettez-moi de vous le dire : c'est extrêmement dangereux.

Je sais bien que la communauté internationale n'est pas quelque chose de tout naturel. Pour la plupart des questions, c'est plus un but qu'une réalité. Je reste néanmoins convaincu que l'idée d'une communauté internationale ne date pas d'hier. Nous sommes en effet la première génération à vivre une époque où l'homme peut modifier irréversiblement les conditions de vie sur la planète. En cette époque, le retour au nationalisme nous mène dans une impasse, vers des temps véritablement obscurs. L'idée d'un ordre mondial – et elle seulement – nous offre la possibilité de formuler des réponses convaincantes aux défis de l'Anthropocène. C'est pourquoi nous devons poursuivre nos efforts pour créer, pour développer encore un ordre juridique supranational. Il serait dangereux pour nous tous, grands et petits, de renoncer à cette ambition ou de l'écarter avec dédain comme une chimère idéaliste. Et si vous ne me croyez, vous croirez Henry Kissinger. Il a fait, il y a déjà des années, le bilan de ses expériences et dit que le monde d'aujourd'hui nécessitait « un concept réglementaire qui dépasse les perspectives et les idéaux des régions et des nations ». L'on ne saurait décrire de manière plus succincte, plus élaborée et plus moderne la mission qui incombe de nos jours à la politique étrangère et de sécurité. Or voilà précisément l'enjeu.

Passons maintenant à l'Allemagne : beaucoup d'Allemands considèrent aujourd'hui la politique internationale avec irritation,

inquiétude et préoccupation. Il nous plaît alors, à nous Allemands, de penser que tout irait bien si tous étaient aussi raisonnables que nous. C'est bien sûr, et je le sais, un peu simpliste, vu que l'Allemagne est elle aussi mise à l'épreuve en cette période.

Nous célébrons cette année le trentième anniversaire de la réunification. Une chance, un bonheur inédit et alors inattendu, coïncidant de plus avec la réunification de l'Europe séparée par le rideau de fer. « Felix Germania », communiant avec le monde, entourée d'amis, couverte par la Pax Americana mondiale, c'était comme ça. Et c'est ce cadre qui menace de s'effondrer sous nos yeux. Nul ne sait pour l'heure par quoi il sera remplacé. Une chose est néanmoins certaine : l'espoir de voir les autres s'en charger plus ou moins à notre place ne se réalisera pas, en tout cas pour les Allemands.

Pour la première fois de son histoire, l'Allemagne n'a que des amis autour d'elle. C'est vrai. Et c'est une chance que nous avons. Mais la chance peut parfois aveugler. Cette phrase si vraie qui date des années quatre-vingt-dix nous a empêchés de voir jusqu'ici que nos voisins ne partagent pas notre vision du monde, qu'ils sont plus proches des foyers de grave conflit immédiats, qu'ils se sentent face à une menace existentielle.

Nous, Allemands, – mais peut-être d'autres aussi – aimons voir en nous les meilleurs Européens. Nous nous considérons comme très généreux envers les partenaires et très soucieux de leurs intérêts. Nous aimons aussi croire que nous sommes ceux qui avons le mieux appris les leçons de l'histoire européenne. Et pourtant, en regardant aujourd'hui l'Union européenne, nous voyons de la divergence économique au lieu de la convergence. Nous constatons des fractures politiques, et de plus en plus des fractures idéologiques, au sein de l'Union européenne. À y bien regarder, l'Europe ne s'est pas unifiée. Et il est à supposer que tous les autres n'en sont pas les seuls responsables.

D'où la question que nous nous posons également à nous : agissons-nous vraiment toujours comme l'exigerait en fait la « communauté de destin européenne » dont nous parlons ? Dans la Politique européenne de sécurité et de défense ? Ou dans les questions concernant l'Union économique et monétaire ? Dans nombre de ces questions, notre perception et celle des autres divergent. L'Allemagne croit souvent être à l'écoute des autres et solidaire, alors que ceux-ci nous reprochent de poursuivre plutôt des intérêts purement nationaux. Cela s'applique à notre gestion des menaces extérieures tout comme aux questions de solidarité et de consensus au sein de l'Union européenne.

De plus, les différences internes ne sont pas le seul problème qui se pose à l'Europe. Contrairement au passé, nous ne pouvons plus, en

2020, partir du principe que les grandes puissances s'intéressent à la réussite de l'intégration européenne. Au contraire, si je puis le dire aussi directement, chacun des grands acteurs cherche à faire valoir ses propres avantages, y compris au détriment de l'unité de l'Europe, et cela n'évolue pas dans le bon sens pour nous.

Je dirai inversement que cette Europe ne doit pas échouer. Car quel est l'intérêt national de l'Allemagne aujourd'hui, trente ans après que l'objectif étatique majeur, la réunification, soit devenu réalité ? Et notre réponse, à nous Allemands, reste en fait inchangée dans notre constitution, notre Loi fondamentale : « Servir la paix du monde en qualité de membre égal en droits dans une Europe unie. »

L'Europe n'est en effet pas seulement bonne à prendre et importante quand d'autres partenariats s'effacent. Elle représente notre intérêt le plus fort, notre intérêt national le plus élémentaire. Aujourd'hui et demain, cela reste vrai : l'Europe est le cadre indispensable pour affirmer notre place dans le monde. Soixante-quinze ans après la fin de la guerre, l'Europe est et reste par ailleurs la seule réponse efficace aux défis de notre histoire et de la géographie. Si le projet européen échoue, les enseignements tirés de l'histoire allemande, mais peut-être aussi ceux de l'histoire européenne, seront remis en cause.

C'est ce tout qui rend l'Europe pour nous existentielle. C'est grâce à l'Europe et à travers elle que l'Allemagne a pu cesser d'osciller, comme elle l'a fait pendant des siècles, entre une politique de puissance débridée et la démesure culturelle. Cette Europe unie ne pourra survivre que si nous la considérons comme le lieu parfaitement concret de la responsabilité allemande. Et je le dis très ouvertement dans le cadre de cette conférence dédiée aux questions de sécurité : entre tous les dangers que je peux discerner pour l'Allemagne, le plus grand à mes yeux est que notre narration allemande future se fasse sans l'Europe unie, que ce soit par manque de discernement, par indifférence, voire pour certains, par choix délibéré.

La question que vous posez à juste titre : que faut-il en conclure ? Comment devons-nous de ce fait nous comporter face à l'Europe et au monde ? Il nous faut, et c'est ce que je vous conseille à nous-mêmes, il nous faut avant tout adapter nos mentalités à une réalité qui change, une nouvelle réalité. Sinon, nous perdrons notre capacité à rester en contact en Europe et, partant, notre capacité à la forger. Le regard réaliste que je vous demande de porter sur le monde ne traduit pas un sentiment de résignation et encore moins du cynisme, mais je plaide pour le réalisme et la curiosité, et parfois aussi pour une certaine humilité.

En Allemagne justement, nous pensions avoir de bonnes raisons de croire que le monde de l'après-guerre froide tournait autour du soleil européen. Que l'héritage des Lumières européennes devait être

en fait l'aboutissement de tout développement de la société, quelques-uns arrivant peut-être seulement avec un peu de retard. Mais certaines de ces hypothèses, nous le savons, se sont avérées par trop optimistes. Elles nous ont amenés à tort à nous surestimer. À nous comporter d'une manière qui se résume trop souvent à porter des jugements moraux. Une manière qui, en s'appuyant sur des positions fondées sur la morale, contribue parfois à nous cacher plutôt qu'à nous faire voir la nécessité d'agir et nos moyens d'action réels. Prendre conscience du cadre limité de nos possibilités également, sans pour autant désespérer, est donc une leçon importante. L'Allemagne pas plus que l'Ouest ne peut façonner le monde à son image. Par conséquent, nous ne devons pas faire peser sur notre politique étrangère trop d'attentes de salut. En parlant d'humilité, je ne veux pas dire du tout, mais alors pas du tout, qu'il faille craindre les responsabilités. Au contraire ! La mission d'une politique étrangère intelligente est et doit être d'empêcher les guerres, de désamorcer les conflits, d'alléger les souffrances, avec courage et énergie. La mission de la politique étrangère est aussi de rechercher l'entente normative pour protéger le cadre de vie humain, mais sans s'attendre à parvenir un jour à un équilibre parfait à l'échelle mondiale.

La deuxième vertu que nous, Allemands, devrions redécouvrir est la curiosité. Si tous deviennent soi-disant comme nous – ou du moins le souhaitent –, alors on pourrait se demander en quoi les particularités, leur histoire et leurs traditions, les peurs et les priorités des autres nous concernent-elles ? Aujourd'hui, dans une période d'interaction croissante entre l'intérieur et l'extérieur dans toutes nos sociétés, une période où les débats de politique intérieure déterminent les marges de manœuvre de la politique extérieure, nous devons nous intéresser à nouveau bien davantage à ce qui motive nos partenaires, nos concurrents, voire nos adversaires, ce en quoi consiste leur ambition, mais aussi ce qui alimente en partie leurs peurs.

Un très grand nombre d'Allemands se mobilisent pour la coopération internationale, c'est vrai. Au cours de nombreux voyages, j'ai été moi-même témoin d'un grand engagement individuel contre la pauvreté et l'inégalité et en faveur d'un avenir meilleur. Cela vaut, bien sûr, en particulier pour la jeune génération. Et pourtant, ce qui me manque dans beaucoup de nos débats nationaux, c'est souvent un regard vraiment ouvert porté sur l'extérieur, l'effort de comprendre. Au lieu de cela s'exprime le désir certes profondément humain mais franchement irréaliste de clarté, une clarté alors souvent associée de manière simpliste à une vision manichéenne, à des schémas ami-ennemi. D'autres ne font pas comme nous. Ils ont tort, point barre. Je ne vous incite certes pas à être naïfs ou crédules. Le problème est que les conflits ne se règlent pas sans connaître le point de vue et les intérêts de l'autre, justement lorsqu'ils s'opposent aux nôtres. Il ne sera pas possible autrement, à l'avenir également, de négocier un

accord sur le nucléaire avec l'Iran, pas plus que de pacifier l'est de l'Ukraine. Il faut serrer bien des mains si l'on veut instaurer la paix en Libye, et ce ne sont pas des mains toujours propres. Qui veut lutter contre le terrorisme au Sahel – et l'Allemagne dispose de plusieurs années d'expérience au Mali – ne peut pas ramener cela à la question d'une intervention « militaire, oui ou non ? » mais doit, s'il veut parvenir à stabiliser la situation, avant tout se préoccuper des causes complexes du conflit sur place. Sans cela, il ne peut y avoir de solution au conflit, et à plus forte raison d'entente.

Fort de ce réalisme, de cette ouverture d'esprit et de cette curiosité de la pensée des autres, l'Allemagne devrait se préoccuper de la toute première responsabilité incombant à notre pays, celle de préserver l'Europe unie.

Sur le plan de la politique de sécurité, je vois notre pays investi d'une double responsabilité. Pour l'Allemagne, il est tout aussi indispensable de développer une UE capable d'agir en matière de défense que de développer le pilier européen dans l'OTAN. On prédit souvent qu'il faudra à l'avenir à l'Allemagne se décider pour l'une ou pour l'autre. Ce serait selon moi, je vous le dis franchement, une vision stratégique à court terme.

En clair : si nous voulons maintenir la cohésion de cette Europe également dans les questions ayant trait à la sécurité, il ne suffit pas de renforcer la seule Union européenne sur le plan de la sécurité et sur le plan militaire ; il nous faut aussi, j'en suis persuadé, continuer à investir dans la relation transatlantique. Ou pour reprendre les paroles du Président français : « La question pour les Européens n'est pas de savoir s'ils doivent se défendre avec ou sans Washington. (...) La sécurité à long terme de l'Europe passe par une alliance forte avec les États-Unis. » À cela vient s'ajouter le fait que Pour nombre de nos partenaires d'Europe centrale et orientale, c'est là et là avant tout, dans la relation transatlantique, que réside leur sécurité existentielle. Malgré l'ampleur des progrès accomplis, je ne songe pas à le nier, l'Union européenne ne pourra garantir à elle seule avant longtemps la sécurité de tous les membres. De plus, miser sur la seule Union européenne signifierait enfoncer un coin en Europe. Mais l'inverse est également vrai : seule une Europe qui veut et peut se défendre de manière crédible, seule une telle Europe maintiendra les États-Unis dans l'Alliance atlantique. Selon moi, cette certitude fait défaut dans certains débats menés chez nous mais aussi ailleurs en Europe. Notre responsabilité allemande nous impose de prendre au sérieux les préoccupations et les intérêts des peuples d'Europe centrale, de leur accorder de l'importance et d'agir en conséquence. En même temps, peu importe comment et où nous voyons les causes : l'Europe ne peut et ne doit pas se résigner non plus durablement à voir la Russie s'éloigner de plus en plus. Nous avons besoin d'une nouvelle et meilleure relation de l'Union européenne avec la Russie, et

inversement de la Russie avec l'UE. Mais je le dis dans cette enceinte car la réflexion nécessaire sur notre future relation avec la Russie ne peut justement pas se faire sans ou aux dépens des États et des peuples d'Europe centrale. Mais cette réflexion doit justement avoir lieu, et je plaide en ce sens.

Pour les États-Unis, il faut le dire aussi, l'Europe n'est plus aussi centrale que par le passé. Nous devons nous garder de croire faussement que la perte d'intérêt des États-Unis pour l'Europe est due uniquement à l'actuelle administration américaine. Ce reproche des Européens serait injustifié. Car nous le savons : ce glissement a commencé plus tôt et il se poursuivra après l'actuel gouvernement américain. Le nouveau centre de gravité des intérêts américains, je devrais plutôt dire peut-être des défis américains, se trouve en Asie.

Je voudrais dire une chose en cette occasion : nous, Allemands, espérons que les États-Unis verront l'intégration européenne à nouveau – ce qui a été longtemps le cas au cours des dernières décennies et à juste titre – comme un projet de grande valeur, et surtout un projet commun qui nous unit. C'est là l'essentiel. C'est dans ce sens que je plaide au cours de mes déplacements aux États-Unis et lors de nombreuses rencontres avec des Américains en Allemagne. Et je me réjouis de voir aussi cette année la délégation américaine venue aussi nombreuse à Munich assister à ce forum qui a toujours été un lieu de débat transatlantique.

L'Allemagne doit davantage contribuer à la sécurité de l'Europe, également au sein de l'OTAN, y compris financièrement. L'Alliance s'est accordée pour cela sur un objectif commun. J'estime qu'il est juste et nécessaire de chercher à l'atteindre. Mais soyons francs, également dans ce forum, soyons francs : quand bien même tous les pays d'Europe, y compris l'Allemagne, consacraient beaucoup plus que 2 % de leur PIB à la défense, nous ne parviendrions pas à stopper l'érosion de l'ordre international auquel nous assistons ces dernières années, voire à renverser la tendance. Je le répète pour éviter tout malentendu : je ne critique pas le critère lui-même. Je ne critique pas les deux pour cent. Au contraire, je l'approuve. Mais gardons-nous bien d'en faire le seul critère qui déterminera la paix et la sécurité futures. Nous ne pouvons pas compenser par des blindés, des avions de chasse et des missiles de moyenne portée la perte de diplomatie, de piliers de voûte de notre architecture de sécurité, de traités sur le contrôle des armements et d'accords internationaux. Nous devrions donc renoncer aux catégories de débat simplistes de ces derniers temps. Et également, je l'espère, à cette conférence. Au contraire ! Si nous ne retrouvons pas les moyens de faire universellement respecter le droit international, si nous ne réparons pas les dommages causés à un ordre mondial, un ordre mondial que nous nous sommes nous-mêmes donné, si nous ne réapprenons pas à intégrer la sécurité des autres dans nos propres stratégies de sécurité, si nous ne ciblons pas notre

politique étrangère sur ces tâches précisément, alors nous nous livrerons dans quelques années – au détriment de tous – à une course mondiale aux armements qui sera fatale. Il est de notre responsabilité à tous, notre responsabilité commune, de trouver une autre voie plus intelligente et de la suivre.

Nul ne doit s'opposer à la recherche d'une meilleure voie. Mais les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies disposent d'un privilège particulier résultant de l'ordre de l'après-guerre, et partagent aussi par ailleurs une responsabilité particulière. Une responsabilité particulière précisément pour la paix, la sécurité et le désarmement. Emmanuel Macron a raison, à travers son initiative de sommet, de faire appel à leur volonté, à leur action, celle des membres permanents du Conseil de sécurité, pour s'acquitter à nouveau justement de cette responsabilité dans ce monde qui connaît une si dramatique mutation. Et il est urgent d'en revenir à ces tâches car les privilèges des cinq membres permanents sont justifiés tant que ces derniers agissent en gardiens et promoteurs d'un ordre mondial qui dépasse leurs propres intérêts. En revanche, ils ne le sont pas si ces pays sont indifférents ou opposés à cet ordre ou s'ils le sapent par la politique étrangère qu'ils pratiquent.

La responsabilité de l'Allemagne repose sur d'autres bases. Mais nous devons nous montrer également à la hauteur de cette responsabilité. Ce qu'il nous faut, mis à part de meilleures capacités, ce sont une analyse honnête de la situation de l'Allemagne en matière de sécurité et une volonté crédible d'aider vraiment l'Europe à s'affirmer. Or notre contribution crédible au maintien de l'ordre international passe automatiquement par une politique étrangère et de sécurité européenne. L'instrument militaire est indispensable pour notre sécurité, mais ce n'est ni le premier ni le plus prometteur non plus lorsque la capacité d'agir sur le plan diplomatique et politique est en jeu. L'Europe doit formuler sa propre réponse aux déplacements massifs des sphères de pouvoir et d'influence que j'ai décrits, aux nouveaux poids lourds politiques et militaires sur la scène internationale. Elle doit élaborer une politique vraiment européenne à l'égard de la Russie, une politique qui ne se limite pas uniquement à émettre des condamnations et des sanctions. Elle doit trouver son propre équilibre avec la Chine entre une concurrence des systèmes qui s'accroît et la coopération nécessaire, et elle doit, ce qui est encore plus difficile, prendre au sérieux les nombreux autres partenaires forts en Asie. L'Europe doit lancer ses propres initiatives pour endiguer et pacifier les conflits à la périphérie de notre Union, à l'Est comme au Sud. L'initiative diplomatique de la Chancelière fédérale et du ministre fédéral des Affaires étrangères Heiko Maas destinée à faire valoir l'intérêt que porte l'Europe à la stabilisation de la situation en Libye – bien entendu ensemble et avec le soutien des Nations Unies, est, je trouve, un très bon exemple. La région du Sahel dans le nord de

l'Afrique nécessite tout autant d'attention. Il en est de même, bien entendu, de la situation explosive autour de l'Iran au Proche-Orient, qui touche directement l'Europe. Permettez-moi de le dire : je considère la dénonciation de l'accord avec l'Iran comme une erreur. Le Proche-Orient n'est nullement devenu plus sûr mais plutôt encore plus dangereux. Il nous faut cependant faire face aux nouvelles réalités. Et les nouvelles réalités me disent que les Européens doivent continuer à contribuer par de nouvelles voies et initiatives à empêcher une arme nucléaire iranienne et une course nucléaire aux armements. Les défis énormes auxquels la politique étrangère et de sécurité européenne doit faire face ne manquent pas, ces quelques exemples le montrent.

Mais nous, Allemands, devons également répondre à ceci : comment voulons-nous parler sérieusement et en confiance avec notre plus proche partenaire, la France, des questions de sécurité européenne, des questions que le Président Macron évoquait il y a une semaine à Paris dans son grand discours à l'École de Guerre ? Nous devrions saisir son invitation au dialogue ! Mais cela signifie aussi pour nous la nécessité de nous placer dans la perspective de la France et d'apporter notre propre contribution au développement d'une culture stratégique commune sans laquelle l'Europe ne pourra pas vraiment devenir un acteur de la politique de sécurité.

Parviendrons-nous non seulement à supporter l'ambivalence entre la responsabilité croissante de l'Allemagne et la prise en considération de nos moyens limités, mais aussi à en faire bénéficier l'Europe ? C'est ce qui déterminera le jugement que l'on portera sur nous, Allemands. Il ne s'agit pas de faire un choix, de se décider entre s'ingérer et se tenir à l'écart. Et encore moins de faire des faveurs aux autres.

Il s'agit, et cela me tient vraiment à cœur : il y va de notre propre intérêt bien compris. De cet intérêt découle, pour le dire clairement, la responsabilité non seulement de dire tout ce que nous ne pouvons pas faire, en invoquant les causes historiques profondes de notre politique d'armement restrictive, d'une part, et de notre armée parlementaire, d'autre part. Au lieu de cela, nous devons dire plus clairement où et comment nous pouvons contribuer à renforcer le pilier européen de la politique de sécurité. C'est alors et alors seulement que l'on comprendra où sont nos limites.

Nous soucions-nous vraiment de l'Europe ? Dans ce cas, il n'y a pas de place au centre de l'Europe pour un cœur timoré. Dans ce cas, il nous faut avoir le courage de redéfinir systématiquement ce en quoi consiste notre responsabilité et surtout sans cesse ce en quoi elle consiste aujourd'hui.

Pour finir, je sais pour en avoir souvent discuté dans mon pays combien de gens aspirent fondamentalement à la transparence et à la certitude. À l'échelle du monde d'aujourd'hui, personne ne peut faire

une telle promesse, personne ne peut le dire après une analyse franche et ouverte, personne ne peut le dire en sachant ce qui se passe sous nos yeux. Le monde deviendra plutôt encore plus flou, plus complexe, plus contradictoire.

Et cela ne facilite pas les choses, je le sais. Je sais que beaucoup de gens, en Allemagne du moins, craignent dès à présent que derrière le vocable de responsabilité se dissimulent surtout des opérations militaires extérieures. Mais un tel amalgame est trompeur. Prendre des responsabilités dans le monde actuel signifie avant tout se confronter aux autres, à la réalité, ne pas verser dans le fatalisme et chercher sans arrêt des possibilités concrètes de changer le monde et de le rendre meilleur. Nous devons seulement voir clairement, cela doit être clair pour nous en Allemagne : nous n'y parviendrons pas à partir d'une position de faiblesse. Or l'Allemagne ne peut tirer sa force qu'en agissant ensemble avec les autres. Nous devons donc pour cette raison et pour cette seule raison contribuer davantage à cette force.

Ne nous laissons donc pas dominer par la peur et l'inquiétude. Franklin D. Roosevelt, qui présidait son pays au moment où celui-ci a libéré l'Europe, a dit un jour : « The only thing we have to fear is fear itself ». Cela vaut pour l'avenir de la démocratie dans notre pays. Cela vaut aussi pour notre rôle en Europe et dans le monde. Avoir un regard ouvert sur le monde fait apparaître aussi des choses étonnantes et toujours encourageantes : des progrès dans la lutte contre la pauvreté, la faim et la mortalité infantile, des pays en mutation comme l'Éthiopie, des sociétés qui, après s'être longtemps repliées sur elles-mêmes, s'ouvrent comme le Soudan ou l'Ouzbékistan ; des millions de personnes dans de nombreux pays du monde qui réclament la reconnaissance et la dignité, la participation et des possibilités de développer leur propre personnalité.

Satisfaire à ce profond désir humain est le projet normatif qui caractérisait autrefois l'Ouest. L'Europe – l'Allemagne en particulier, je trouve – ferait bien de se poser un peu moins en missionnaire dans le monde. L'occidentalisation du monde ne peut pas être notre programme politique. En revanche, nous n'avons ni besoin ni le droit de renoncer au projet normatif d'un monde faisant de la dignité de la personne humaine un critère essentiel d'action des États, objectif suprême mentionné à côté de la paix et de la sécurité dans le préambule de la Charte des Nations Unies adoptée il y a soixante-quinze ans. C'est un projet ouvert, cela n'a pas changé. Sans frontières géographiques. Sans couleur de peau. Si nous le maintenons nous-mêmes à flot, que nous redonnons corps à nos idées et à nos institutions, ce projet rayonnera loin par-delà nos frontières et pourra à nouveau servir d'exemple plus fort. Il instaurera la confiance et reprendra de la vigueur. L'essentiel c'est d'être sûr de soi, non d'être sûr d'imposer son point de vue. C'est notre mission d'y contribuer,

pour notre pays. Et nous le ferons. Avec réalisme, curiosité, énergie, courage et confiance en soi.

Je vous remercie et vous souhaite une conférence réussie.